

Le premier problème : les salaires !



Source : UFC -Que choisir

Quand nous tournons dans les services, le premier problème partagé par le plus grand nombre, ce sont les salaires.

20% de perte depuis les années 2000 !

Ce qui fait dire aux plus anciens d'entre nous qu'on vivait mieux il y a 20 ans... un comble ! La situation est telle que la dernière enquête étatique sur les conditions de travail dans la fonction publique s'empresse d'écarter le sujet : « *la thématique salaire ne sera pas incluse dans cette enquête* ».

Comment s'étonner alors que la fonction publique peine à recruter ? Et que 480 postes ne soient pas pourvus à la Métropole ? Combien d'entre nous ont déjà déconseillé à leurs enfants d'embrasser la carrière ?

Surcharge de travail, salaires à la peine, sous-effectif chronique, politique managériale de désorganisation, de division et d'isolement... le service public n'a plus grand-chose pour plaire et attirer les vocations. Depuis des décennies, l'Etat et les collectivités territoriales cherchent à faire baisser son coût (c'est-à-dire nous essentiellement !) au détriment du service rendu à la population et de nos conditions de travail et de vie. Tout cela pour nous endetter à coup de « quoi qu'il en coûte » pour un patronat qui trône déjà sur des montagnes de profits.

Alors, ne nous laissons pas faire ! Et revendiquons nous aussi un « quoi qu'il en coûte » pour les agents du service public !



13 octobre : grève et manif pour nos revendications !

Le 13 octobre, les huit confédérations qui cherchent à prolonger l'intersyndicale constituée pendant le mouvement sur les retraites, appelaient à une journée de mobilisation pour « nos salaires, nos retraites, nos droits, pour l'égalité, les services publics et l'environnement ».

Au premier trimestre 2023, pendant que les plus pauvres en sont à se priver du nécessaire, les profits des industries agroalimentaires ont progressé de 18 %. **Entre 2010 et 2023, les profits ont augmenté de 45,6 %, amenant les bénéfices des entreprises du CAC40 au record de 142 milliards d'euros en 2022.**

Face à cette véritable guerre sociale, il faut nous battre collectivement et avec détermination pour des objectifs qui remettent en cause le pouvoir absolu du grand patronat sur l'économie. **Il faut arracher les 500 € qui manquent chaque mois, l'indexation automatique des salaires sur les prix, et le contrôle sur les comptes des entreprises.**

Macron a annoncé la tenue d'une conférence sociale le 16 octobre pour discuter des bas salaires avec les organisations syndicales. Pour écarter d'emblée toute illusion, le gouvernement a déjà annoncé que les thèmes seraient limités aux « minima conventionnels, classifications et déroulés de carrière », aux « temps partiels et contrats courts », et enfin aux « exonérations de cotisations, primes d'activité et tassement des rémunérations ». Autant dire que nous n'avons rien à attendre de ce simulacre.

Mais tous les grévistes et manifestants qui ont répondu à l'appel syndical à la mobilisation du 13 octobre ont pu dire leur révolte de la guerre sociale que le patronat leur mène, mettre en avant leurs propres revendications et discuter de la nécessité d'en finir avec ce système capitaliste fauteur de misère et de guerre. **Et c'est bien cette voie-là qu'il nous faut suivre !**

